



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille treize, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
13 Novembre 2013, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du
Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	3
Nombre de Conseillers présents	:	23
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	6 Novembre 2013
Date d'affichage du compte-rendu	:	19 Novembre 2013

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Michèle BEAUDOUIN, M. Joël DESVAUX, Mme Chantal GUILLEMER

Absents excusés : M. Bertrand HIGNARD, Mme Magali TREMORIN, Mme Roselyne MARCHAND,

Absents non excusés : Mme Marylène QUEVERT, M. Marcel FOUQUET, M. Bruno TREMAUDAN,

Pouvoirs : M. HIGNARD à M. HAMELIN ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE, Mme MARCHAND à Mme SAUVEE

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Isabelle MOREL, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 13-122) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 13-123) Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique – Elargissement du champ de compétence Action Sociale – Création et gestion d'un relais Parents assistants maternels
- 13-124) Acquisition de lettres de l'écrivain François-René de Chateaubriand
- 13-125) AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) – Modification de la composition de l'instance consultative
- 13-126) Révision simplifiée n° 6 du PLU – « Le Maroc »
- 13-127) Travaux divers – Décision modificative n° 2 du budget principal
- 13-128) Ajustement des amortissements 2013 – Décision modificative n° 1 du budget Assainissement
- 13-129) Ajustement des amortissements 2013 – Décision modificative n° 1 du budget de l'Eau
- 13-130) Budget annexe du camping – Modalités d'amortissement
- 13-131) Ajustement des amortissements 2013 – Décision modificative n° 1 du budget annexe du camping
- 13-132) Compte-rendu des avenants aux marchés de travaux signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des Marchés Publics
- 13-133) Demande d'acquisition d'un délaissé communal, Avenue Gautier Père et Fils – Demandeurs : SAS COMBOURG DISTRIBUTION, M. Yves Petitpas
- 13-134) Projet d'extension du périmètre du SAGE des Bassins Côtiers de la Région de Dol de Bretagne – Demande d'avis
- 13-135) Concours des maisons fleuries – Attribution de prix
- 13-136) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des Marchés Publics
- 13-137) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 13-138) Questions orales

13-122) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Isabelle MOREL, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 18 Septembre 2013 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

13-123) MODIFICATION STATUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE – ELARGISSEMENT DU CHAMP DE COMPETENCE ACTION SOCIALE – CREATION ET GESTION D'UN RELAIS PARENTS ASSISTANTS MATERNELS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur Joël LE BESCO expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 2013-09 du 26 septembre 2013, le conseil communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté de Communes afin d'élargir son champ de compétences Action Sociale à travers l'intérêt communautaire suivant :
« **Création et gestion d'un relais parents assistants maternels** ».

Description du projet :

Les Espaces Jeux

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a classifié les équipements qui concernent la petite enfance. C'est ainsi que l'appellation Espaces Jeux (EJ) ne s'applique qu'aux Espaces de rencontres « enfants-assistants maternels-parents » ayant signé la Charte de Qualité avec la CAF. Les autres espaces sont dénommés Points-rencontres. Tous ces espaces concernent la petite enfance, soit les enfants de 0 à 3 ans.

On dénombre 4 espaces jeux sur le territoire (Hédé-Bazouges, St-Thual et Québriac dépendant du Sivu anim'6 et Dingé pour Familles Rurales), 5 points rencontres (St-Domineuc, Combours, Plesder, Pleugueneuc et St-Pierre-de-plesguen), et 2 accueils en projet sur les communes de La Baussaine et Bonnemain.

La Charte de qualité fixe des critères de fonctionnement et impose l'intervention d'un(e) professionnel(le) qui assure des animations régulières et travaille sur la qualité de l'accompagnement de l'enfant par l'adulte : actuellement, 2 professionnelles exercent sur le territoire : une éducatrice de jeunes enfants (EJE) pour le SIVU et une animatrice de Familles Rurales pour Dingé.

Jusqu'en 2010, la signature de la charte de qualité permettaient aux Espaces-Jeux d'Ille et Vilaine, de bénéficier d'une aide de 1200€ /an et par EJ dans le cadre d'un fonds commun Caisse d'Allocations Familiales/Conseil Général.

Avec le développement des Relais Assistants Maternels (RAM), la CAF a souhaité que les Espaces Jeux s'inscrivent dans le fonctionnement des RAM et elle a cessé de verser ses aides aux Espaces Jeux.

Conséquences :

L'aide (CAF/CG) qui était versée au SIVU et à Familles Rurales a cessé alors qu'elle leur permettait de financer l'intervention de professionnelles sur 4 Espaces Jeux (respectivement 0,41 (SIVU) et 0,14 ETP (Familles Rurales)).

Sans ce financement, le SIVU et Familles Rurales ne peuvent plus assumer cette charge.

Sans intervention d'une professionnelle, la charte de qualité n'étant plus respectée, les EJ deviendraient des points rencontres ce qui remettrait en cause le travail mis en place depuis plusieurs années sur la qualité de l'accueil des enfants.

L'intégration des Espaces Jeux :

La seule option pour maintenir le service offert à la population réside dans l'implication de la communauté de communes à travers l'intégration des Espaces Jeux au Relais Parents Assistants Maternels :

L'intégration des Espaces Jeux au Relais Assistants Maternels ne concerne que les Espaces Jeux signataires de la charte de qualité.

L'intégration des Espaces Jeux consiste en une prise en charge par le RPAM (La communauté de communes) de leur animation en contrepartie du versement d'une prestation CAF au RPAM (la CC) à raison de près de 80 % du montant des dépenses de personnel et de fonctionnement engagé.

Les 20% restant demeurent à la charge de la communauté de communes, ce qui représente, à titre indicatif, pour les 3 EJ du SIVU et l'EJ de Dingé un coût résiduel de 3 622 euros pour une dépense de 18 514 €.

A l'échelon de l'ensemble du territoire, le temps d'animation cumulée, traduit en Équivalent Temps Plein (ETP) est évalué à 1,33 ETP pour 10 espaces jeux dont 4 seulement ont signé la charte de qualité.

Ces espaces sont répartis comme suit :

- Les Espaces Jeux (4) :
 - SIVU ANIM'6 : St Thual, Québriac, Hédé-Bazouges
 - Familles Rurales : Dingé
 -
- Les points-rencontres :
 - St-Domineuc,
 - La Baussaine,
 - Combours,
 - Plesder,
 - Pleugueneuc,
 - St-Pierre-de-Plesguen

Modification statutaire :

Les dispositions qui précèdent exigent que l'on précise la compétence inscrite dans les statuts de la communauté de communes ; en effet, celle ci se limite actuellement à « *la création et la gestion d'un relais assistants maternels* ».

Il est préconisé de préciser la compétence comme suit :

Création et gestion d'un relais assistants maternels :

- *assurer une mission d'information en direction des parents et des professionnels de la petite enfance*
- *offrir un cadre de rencontres et d'échanges des pratiques professionnelles.*
- *assurer l'animation des Espaces Jeux*
- *réaliser un observatoire territorial de la petite enfance*

Au terme de l'exposé, et des débats, le conseil communautaire, après délibération, et à l'unanimité des suffrages exprimés décide de :

- **VOTER l'élargissement du champ de la COMPETENCE ACTION SOCIALE** de la Communauté de communes à travers l'intérêt communautaire suivant :
Création et gestion d'un relais parents assistants maternels :
 - *assurer une mission d'information en direction des parents et des professionnels de la petite enfance*
 - *offrir un cadre de rencontres et d'échanges des pratiques professionnelles.*
 - *assurer l'animation des Espaces Jeux*
 - *réaliser un observatoire territorial de la petite enfance*
- **MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la communauté de communes Bretagne Romantique ;
- **SOLLICITER** les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à **CREER** un poste à temps complet de conseiller socio-éducatif au sein du RPAM à compter du 14 novembre 2013.
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

Selon l'article L.5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider la décision du Conseil Communautaire, que les Conseils Municipaux des communes membres approuvent cette modification statutaire à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L.5211-5.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'en délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

Vu la Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.5211-41 du code général des collectivités territoriales, et en particulier les conditions et modalités de transformation des EPCI ;

Vu l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales, et en particulier les conditions d'extension de compétences ;

Vu la délibération n°2013-09 du conseil communautaire en séance du 26 septembre 2013,;

DECIDE

- **DE VOTER l'élargissement du champ de la COMPETENCE ACTION SOCIALE** de la Communauté de communes à travers l'intérêt communautaire suivant :
Création et gestion d'un relais parents assistants maternels :
 - *assurer une mission d'information en direction des parents et des professionnels de la petite enfance*
 - *offrir un cadre de rencontres et d'échanges des pratiques professionnelles.*
 - *assurer l'animation des Espaces Jeux*
 - *réaliser un observatoire territorial de la petite enfance*
- **DE MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la communauté de communes Bretagne Romantique ;
- **D'AUTORISER Monsieur le Maire** à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

13-124) ACQUISITION DE LETTRES DE L'ECRIVAIN FRANCOIS-RENE DE CHATEAUBRIAND

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal qu'à la suite de la parution dans Ouest France du samedi 19 octobre 2013 d'un article informant de la vente aux enchères de 200 lettres de François-René de Chateaubriand, il a été décidé de se renseigner sur ces écrits auprès de la Fondation Pierre Bergé à Paris. Celle-ci a été contactée le lundi 21 octobre et a informé les services que ces lettres étaient

regroupées en lots qui devaient faire l'objet d'une mise aux enchères le jeudi 24 octobre 2013.

Après avoir consulté le site de la fondation Pierre Bergé, qui présente des extraits de ces écrits, il s'avère qu'il est particulièrement intéressant pour la commune d'entrer en possession du lot 137, estimé à une valeur comprise entre 2 000 € et 2 500 €, se composant de 3 lettres autographes, Neuchâtel et Dijon 11-17 octobre 1824, à la duchesse de Duras « Lettres inédites du séjour à Neuchâtel, alors qu'il rédige les débuts des Mémoires d'Outre-Tombe ». Il s'agit d'un seul lot où l'écrivain évoque nommément « Combourg ».

Compte tenu des délais, le Maire, après avoir recueilli l'avis de ses adjoints, a décidé de lancer un ordre ferme sur ce lot 137 en fixant l'enchère maximum à 2 800 euros. Ce lot a été adjugé à la commune pour un montant de 2 500 € qu'il convient de majorer de 687,70 € de frais acheteurs.

Il est précisé que ces lettres manuscrites feront l'objet d'exposition. Elles pourront être agrandies pour servir de support artistique dans les locaux de la médiathèque.

Le Conseil Municipal est informé que cette dépense sera prélevée à l'article 2161 du budget 2013.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

13-125) AVAP (AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE) - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE L'INSTANCE CONSULTATIVE

Rapporteur : Monsieur LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que par délibération n°12-88 du 30 mai 2012, le Conseil Municipal a décidé la composition de la commission locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

En ce qui concerne le représentant d'administration de la Préfecture, il a été mentionné comme représentant « Le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille-et-Vilaine, ou son représentant ».

Il convient de remplacer cette terminologie par « le Préfet d'Ille et Vilaine, ou son représentant ».

En ce qui concerne les membres du conseil et les membres des autres administrations, le corps de la délibération du 30 mai demeure inchangé

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

13-126) REVISION SIMPLIFIEE n° 6 DU P.L.U. – « LE MAROC »

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle que, lors de la séance du 19 décembre 2012, le Conseil Municipal a été informé de l'intérêt de procéder à une révision simplifiée du P.L.U. au lieu-dit « Le Maroc » pour faire évoluer des points réglementaires.

Il est rappelé que le **secteur du « Maroc »** est actuellement classé en zone UL du P.L.U.. Il s'agit d'une « zone accueillant des équipements de sport ou de plein air tels que stade, tennis, salle de sport, salle polyvalente, ainsi que les équipements liés à l'accueil du public (salle de réception...), et les constructions et installations liées à la pratique de ces activités ».

Le secteur comprend une marge de recul de 100 m depuis l'axe de la route départementale n°795.

S'agissant d'une route départementale de catégorie B, il est précisé qu'une marge de recul de 100 mètres pour les constructions à usage d'habitation et de 50 mètres pour les autres usages est exigée par le département dans le cadre du règlement de la voirie départementale de décembre 2009.

Afin de satisfaire des besoins nouveaux sur cette zone, notamment une extension de la déchetterie actuelle, il convient de changer ce zonage UL en zonage UAa (zone où doivent trouver place les activités tels qu'artisanat et industrie) et de modifier la marge de recul de la voie qui dans le cas de ce zonage peut être réduite à 50 mètres.

Ces modifications sont d'ordre réglementaire et graphique.

Le dossier a été transmis aux personnes publiques associées le 9 août 2013.

La réunion d'examen en concertation avec les personnes publiques associées a eu lieu le jeudi 05 septembre 2013.

Seule la DDTM a émis des remarques orales qui ont été prises en compte dans la notice de présentation.

Les remarques concernaient essentiellement la justification de l'extension du service de traitement des ordures ménagères et le développement de nouvelles filières de recyclage et la marge de recul sur la RD n°795 qui n'est plus classée route à grande circulation.

Comme l'exige la réglementation un avis d'information à la population a été fait sur le site internet de la ville.

Tel peut être tiré le bilan de la concertation préalable avant l'arrêt du projet de la révision simplifiée n°6 du PLU qui comprend :

- une notice de présentation
- un règlement,
- un plan de zonage avant et après

Ce dossier sera soumis à enquête publique, en fin d'année 2013.

Monsieur HAMELIN demande au Conseil Municipal d'approuver les modifications évoquées ci-dessus avant présentation à l'enquête publique de cette révision simplifiée.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE les modifications présentées ci-dessus qui feront l'objet d'une enquête publique dans le cadre du projet de révision simplifiée n° 6 du PLU

13-127) TRAVAUX DIVERS – DECISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal qu'il convient d'ajuster les crédits affectés à certaines opérations, telles l'achat des panneaux destinés au sentier littéraire, les travaux du Centre-ville 4^{ème} tranche (AMO) et également de prévoir les crédits nécessaires pour le changement des copieurs des écoles (un copieur pour l'école maternelle et un copieur pour l'école élémentaire).

		INVESTISSEMENT			
		DEPENSES		RECETTES	
IMPUTATION	DESIGNATION	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
2188/606/0201	Sentier d'Interprétation Littéraire		10 000 €		
2315/82/822	Centre-ville 4 ^{ème} tranche-AMO -		30 000 €		
2183/22/211	Copieur Ecole Maternelle		2 000 €		
2183/604/212	Copieur Ecole Elémentaire		3 500 €		
020/01	Dépenses imprévues	5 500 €			
2315/608/822	Travaux de voirie	40 000 €			
TOTAL		45 500 €	45 500 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL GENERAL		0,00 €		0,00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

13-128) AJUSTEMENT DES AMORTISSEMENTS 2013 – DECISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de la dématérialisation de la chaîne comptable et financière, des travaux d'ajustement de l'inventaire à l'état de l'actif ont été réalisés sur le budget assainissement. Ces derniers nécessitent la passation d'écritures comptables afin de régulariser certains amortissements.

Aussi, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à la décision modificative suivante pour le budget de l'assainissement :

		INVESTISSEMENT			
		DEPENSES		RECETTES	
IMPUTATION	DESIGNATION	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
2315/19/23	Installation, matériel...	2 552 €			
281532/040	Réseaux d'assainissement		2 552 €		
		FONCTIONNEMENT			
7811/042	Reprise sur amortissements				2 552€
6068/011	Autres matières et fournitures		2 552€		
TOTAL		2 552 €	5 104€		2 552€
TOTAL GENERAL		2 552,00 €		2 552,00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

13-129) AJUSTEMENT DES AMORTISSEMENTS 2013 – DECISION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET DE L'EAU

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de la dématérialisation de la chaîne comptable et financière, des travaux d'ajustement de l'inventaire à l'état de l'actif ont aussi été réalisés sur le budget de l'eau qui

nécessitent la passation d'écritures comptables de régularisation de certains amortissements.

Aussi, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à la décision modificative suivante pour le budget de l'eau :

		INVESTISSEMENT			
		DEPENSES		RECETTES	
IMPUTATION	DESIGNATION	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
2315/74/23	Installation, matériel...	5 261 €			
281531/040	Réseaux d'adduction d'eau		5 261 €		
		FONCTIONNEMENT			
7811/042	Reprise sur amortissements				5 261€
6068/011	Autres matières et fournitures		5 261€		
TOTAL		5 261 €	10 522€		5 261€
TOTAL GENERAL		5 261,00 €		5 261,00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

13-130) BUDGET ANNEXE DU CAMPING – MODALITES D'AMORTISSEMENT

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre de l'instruction comptable M14, les communes de plus de 3 500 habitants ont l'obligation d'amortir les immobilisations corporelles et incorporelles. Les biens acquis entre 1999 et 2002 sur le budget du camping n'ont jamais été amortis.

Compte tenu de l'ancienneté de ces biens, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de régulariser l'amortissement de ces biens en une seule fois en 2013

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

13-131) AJUSTEMENT DES AMORTISSEMENTS 2013 – DECISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET ANNEXE DU CAMPING

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre de l'instruction comptable M14, les communes de plus de 3 500 habitants ont l'obligation d'amortir les immobilisations corporelles et incorporelles. Les biens acquis entre 1999 et 2002 sur le budget du camping n'ont jamais été amortis.. Il convient donc d'effectuer un rattrapage des amortissements pour l'ensemble des biens affectés à ce budget.

Aussi, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de procéder à la décision modificative suivante pour le budget annexe du camping :

		INVESTISSEMENT			
		DEPENSES		RECETTES	
IMPUTATION	DESIGNATION	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
020/020	Dépenses imprévues d'inv		3 250 €		
28188/040	Autres immobilisations				3 250 €
		FONCTIONNEMENT			
70388/70	Autres redevances				3 250 €
6811/042	Dotations aux amortissements		3 250€		
TOTAL			6 500€		6 500€
TOTAL GENERAL		6 500,00 €		6 500,00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

13-132) COMPTE RENDU DES AVENANTS AUX MARCHES DE TRAVAUX SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008, modifiée par délibération n° 12-197 du 19 décembre 2012, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame GIROUX rend compte des avenants au marché de travaux qui ont été signés :

Tableau récapitulatif des avenants aux marchés de travaux à procédure adaptée				
Travaux – N°lot-Nom du titulaire- Montant du marché H.T.	Objet et n° de l'avenant	Montant de l'avenant H.T.	% de l'avenant / au montant du marché initial	Nouveau montant du marché H.T.
Travaux d'Extension de l'Ecole Maternelle LES PLATANES lot n° 4 Menuiseries Extérieures 59 930 €	Avenant n° 1 Fourniture et pose d'un châssis en aluminium Noir	495 €	0.83 %	60 425 €
Travaux de réhabilitation du Réservoir Bel Air SADE 131 320.60 €	Avenant n° 1 Nouvelle échelle de cuve + pose d'un plancher en caillebotis = + 6 860 € Canalisations en inox+ regroupement des deux refoulements (Tinténia et la Gentillère) + conduites dans la tour en inox = -6 860 €	0 €	0 %	131 320.60 €

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

13-133) DEMANDE D'ACQUISITION D'UN DÉLAISSÉ COMMUNAL, AVENUE GAUTIER PERE ET FILS – DEMANDEURS : SAS COMBOURG DISTRIBUTION, MONSIEUR YVES PETITPAS

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 10 juin 2013, Monsieur Yves PETITPAS a demandé au nom de la SAS COMBOURG DISTRIBUTION l'acquisition d'un délaissé communal situé avenue Gautier Père et Fils, au droit de leur propriété.

La commission «Voirie, Infrastructures et Affaires Rurales », réunie en date du 24 septembre 2013, s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette demande sous réserve que SAS COMBOURG DISTRIBUTION rétrocède à la commune la surface nécessaire à la réalisation future d'un rond point dans le cadre de l'aménagement du carrefour.

Par ailleurs, il est précisé que les conditions financières de cette opération pourraient s'effectuer de la façon suivante :

- Vente de la commune à la SAS COMBOURG DISTRIBUTION au prix de 0,80 € par m²
- Vente de la SAS COMBOURG DISTRIBUTION à la commune de la partie nécessaire à l'aménagement du carrefour au prix de 0,80 € par m²

Etant précisé que l'ensemble des frais liés à ces acquisitions, frais de géomètre et de notaire seront entièrement à la charge de la SAS COMBOURG DISTRIBUTION.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cette acquisition.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

13-134) PROJET D'EXTENSION DU PERIMETRE DU SAGE DES BASSINS COTIERS DE LA REGION DE DOL DE BRETAGNE – DEMANDE D'AVIS

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que le Président de la CLE (Commission Locale de l'Eau) du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) des bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne souhaite engager la révision du périmètre du SAGE Dol de Bretagne.

En effet, l'arrêté préfectoral du 26 Septembre 2003 fixe le périmètre du SAGE Dol de Bretagne en excluant les communes dont la superficie dans le périmètre hydrographique est inférieure à environ 23 % du territoire communal.

Or, cette configuration a pour conséquence d'exclure du champ d'application du SAGE les territoires de 9 Communes, dont Combours.

Le principe du SAGE s'appliquant dans une logique hydrographique, l'extension du périmètre du SAGE Dol de Bretagne au périmètre hydrographique est nécessaire.

Cette demande est d'autant plus justifiée que l'ensemble des acteurs de ce territoire doit conduire une action cohérente, au regard des objectifs de la reconquête de la qualité des eaux.

La commission « Cadre de vie – Environnement », réunie le 15 Octobre 2013, a émis un avis favorable à cette modification du périmètre

Madame GINGAT demande donc au Conseil Municipal de faire connaître son avis sur ce projet d'extension du périmètre du SAGE Dol de Bretagne.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, EMET UN AVIS FAVORABLE à ce projet d'extension du périmètre du SAGE Dol de Bretagne.

13-135) CONCOURS DES MAISONS FLEURIES – ATTRIBUTION DE PRIX

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjoint

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 01-65 en date du 6 juin 2001, ce dernier a décidé de créer un concours local des maisons fleuries doté de prix.

Cette année, la ville a enregistré 38 inscrits contre 33 en 2012.

Le Jury s'est réuni par 2 fois. La première fois pour une visite des lieux, et pour effectuer des photographies des plantations et la deuxième fois pour attribuer les prix en fonction des 5 catégories retenues :

- maisons avec jardin
- fenêtres et murs.
- balcons et terrasses
- commerçants et artisans
- exploitation agricole

Le jury propose que chacune de ces catégories soit dotée d'un montant global de prix fixé de la façon suivante :

- | | |
|---------------------------|-------|
| • maisons avec jardin : | 767 € |
| • fenêtres et murs : | 199 € |
| • balcons et terrasses : | 275 € |
| • Commerçants et artisans | 110 € |
| • exploitation agricole | 130 € |

La remise des prix a eu lieu le vendredi 8 novembre 2013.

Madame GINGAT demande au Conseil Municipal un accord de principe sur cette répartition, étant précisé que les crédits liés à cette opération ont été inscrits au budget primitif 2013.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

13-136) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 18 septembre 2013 au 5 Novembre 2013**, à ce titre, ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Travaux de débroussaillage des talus et fossés	Ent. Patrick JARDIN PARIGNE	10 400.00	12 428.40
	SARL JAN – CHERRUEIX	14 500.00	17 342.00
	Ent CONTIN – La Ville Es Nonais	12 900.00	15 428.40

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

13-137) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 9 septembre 2013 (**DIA n° 22**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 931, d'une superficie totale de 298 m² et supportant une habitation et un commerce
- Décision en date du 9 septembre 2013 (**DIA n° 23**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 129, d'une superficie totale de 65 m² et supportant une habitation
- Décision en date du 2 octobre 2013 (**DIA n° 24**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles F n° 692, n° 1585, n° 1831, n° 1840, n° 1843, d'une superficie totale de 2 823 m² et supportant une maison à rénover en zone de captage
- Décision en date du 11 septembre 2013 (**DIA n° 25**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AC n° 288, n° 627, d'une superficie totale de 896 m² et supportant un garage
- Décision en date du 2 octobre 2013 (**DIA n° 26**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AI n° 409, d'une superficie totale de 526 m² et supportant un terrain à bâtir
- Décision en date du 8 octobre 2013 (**DIA n° 27**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle D n° 1436, d'une superficie totale de 298 m² et supportant un terrain en zone d'activité
- Décision en date du 17 octobre 2013 (**DIA n° 28**) décidant de renoncer à l'exercice de droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles F n° 1774 et F n° 1772, d'une superficie totale de 1 413 m² et supportant maison d'habitation en zone de captage

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

13-138) QUESTIONS ORALES (4^e trimestre)

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 53.

CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 13 NOVEMBRE 2013

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

1. Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
2. Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique – Elargissement du champ de compétence Action Sociale – Création et gestion d'un relais Parents assistants maternels
3. Acquisition de lettres de l'écrivain François-René de Chateaubriand
4. AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) – Modification de la composition de l'instance consultative
5. Révision simplifiée n° 6 du PLU – « Le Maroc »
6. Travaux divers – Décision modificative n° 2 du budget principal
7. Ajustement des amortissements 2013 – Décision modificative n° 1 du budget Assainissement
8. Ajustement des amortissements 2013 – Décision modificative n° 1 du budget de l'Eau
9. Budget annexe du camping – Modalités d'amortissement
10. Ajustement des amortissements 2013 – Décision modificative n° 1 du budget annexe du camping
11. Compte-rendu des avenants aux marchés de travaux signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des Marchés Publics
12. Demande d'acquisition d'un délaissé communal, Avenue Gautier Père et Fils – Demandeurs : SAS COMBOURG DISTRIBUTION, M. Yves Petitpas
13. Projet d'extension du périmètre du SAGE des Bassins Côtiers de la Région de Dol de Bretagne – Demande d'avis
14. Concours des maisons fleuries – Attribution de prix
15. Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA, selon la procédure Article 28 du Code des Marchés Publics
16. Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
17. Questions orales

